

****Newsletter Mai 2022****

Division Afrique Sub-Saharienne (SSAD)
Programme Regional Sahel

Burkina Faso

Audience avec S.E. Aboubacar Toguyeni, Président de l'Assemblée législative de la Transition



Le président de l'Assemblée législative de la Transition (ALT), Aboubacar Toguyeni, a reçu en audience le 5 mai la délégation du DCAF conduite par la coordinatrice des projets de la division Afrique subsaharienne, Jolie-Ruth Morand, afin d'évoquer l'appui aux autorités de la Transition sur les questions de sécurité et de gouvernance. Il s'agissait pour le DCAF de présenter les interventions menées au cours des années précédentes, et de connaître les priorités de l'ALT pour les trois prochaines années, notamment en termes de consolidation et de révision du cadre légal. L'équipe pays du DCAF a ainsi partagé avec le nouveau président de la Commission des Affaires étrangères, de la défense et de la sécurité (CODES) un résumé des actions réalisées et des résultats atteints au cours des deux dernières années en collaboration avec la CODES, en termes de renforcement des capacités, de capitalisation et de transfert des compétences d'une législature à l'autre, d'appui méthodologique et de conduite de missions parlementaires. Le DCAF a

notamment travaillé avec la CODES à la préparation d'une méthodologie de conduite de missions visant à établir des contacts avec les forces de défense et de sécurité et à des missions de redevabilité en région. Le DCAF a également accompagné la réalisation d'une étude identifiant les carences de la législation relatives aux sociétés de gardiennage, et l'organisation d'une session d'autoévaluation du travail de l'Assemblée nationale permettant entre autres la formation de nouveaux parlementaires.

Formation en gouvernance du secteur de la sécurité des gouverneurs et de leurs secrétaires généraux



Une série de deux formations, organisées le 5 et 6 mai à Ouagadougou et le 11 et 12 mai à Bobo Dialouso, a regroupé tous les gouverneurs des 13 régions du Burkina Faso, ainsi que trois représentants du ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité qui assuraient la coordination avec les gouvernorats, puis leurs secrétaires généraux. Sous la modération du Conseiller en Réforme du secteur de la sécurité du DCAF-Burkina Faso, un premier expert a présenté les concepts encadrant la mise en œuvre du Plan de développement économique et social (PNDES) et un second la Politique de Sécurité Nationale (PSN), la Stratégie de Sécurité Nationale (SSN) ainsi que le rôle et les responsabilités des gouverneurs pour leur mise en œuvre. Les différentes présentations ont été suivies d'échanges sur l'opérationnalisation de ces documents et les mécanismes de gouvernance associés. Cet atelier a permis de mettre en exergue les interconnexions entre les enjeux de développement et de sécurité et entre ces deux documents structurants, dont la mise en œuvre en régions est sous la responsabilité des gouverneurs. Des recommandations opérationnelles ont été formulées, notamment sur le rôle et les actions à mener par les autorités déconcentrées dans le renforcement de la gouvernance du secteur de la sécurité au niveau local. En effet, l'élaboration et la mise en œuvre de plans locaux de développement et de plans régionaux de sécurité et l'animation régulière des cadres régionaux de sécurité (CRS) seront par exemple essentielles. Les autorités déconcentrées doivent également assurer la cohérence de leurs actions avec les priorités édictées par le gouvernement de transition en matière de G/RSS. Sur ce point la définition et la mise en œuvre de stratégies sectorielles, découlant de PSN, au niveau local sont notamment primordial.

Formation en légistique du personnel du Secrétariat général à la défense nationale (SGDN)

Suite à la transition politique amorcée en janvier 2022, une rotation a été effectuée au sein des personnels du SGDN. Il était ainsi nécessaire de renforcer les capacités des agents nouvellement affectés au SGDN afin de leur permettre d'aborder les étapes suivantes du

processus de réformes et d'appuyer la coordination des politiques sectorielles pour les ministères concernés. Ainsi, 12 agents ont bénéficié d'une formation pratique de cinq jours sur les techniques de rédaction de textes légaux, organisé du 9 mai au 13 mai à Bobo Dialouso. L'appui au SGDN, qui en assure la coordination, contribue donc à favoriser un climat de bonne gouvernance et à outiller ces personnels en matière de rédaction de lois, notamment relatives à la gouvernance du secteur de la défense et de la sécurité.

Mali

Ateliers de réflexion sur la notion de secret défense dans le but de formuler une doctrine commune à tous les services



A la suite de la Conférence régionale sur les meilleures pratiques en matière de gestion des ressources de la défense et de la sécurité organisée en mars 2021 à Bamako, un atelier de restitution des échanges et de validation des recommandations a été organisé du 12 au 13 janvier 2022 à l'Ecole de Maintien de la Paix – Alioune Blondin Baye (EMP-ABB) au cours duquel un plan d'action de mise en œuvre des recommandations a été défini et adopté. Dans le cadre de sa mise en œuvre de ce plan d'action, et en partenariat avec la Direction des Ressources humaine des Armées, un atelier de réflexion sur la notion de secret défense a été organisé du 26 au 27 mai 2022. Il a réuni 30 participants (dont 10 femmes) issus principalement des forces de défense et de sécurité et des institutions de contrôle interne. L'objectif de cet atelier était de diagnostiquer les contours de la notion de secret défense et de formuler des recommandations pour la mise en place d'un système d'habilitation "secret-défense" clair et efficace. Ainsi, le cadre légal et les procédures existants en matière d'habilitation et d'accès aux informations en lien avec la sécurité nationale ont été présentés et discutés.

Niger

Formation sur la transparence des procédures de gestion financière par l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) au profit des FDS et des acteurs du contrôle



Reconnaissant la mission de l'ARMP et la place centrale qu'elle occupe en matière de mécanismes de passation des marchés au Niger, le DCAF a organisé à Niamey une formation de trois jours sur la transparence des ressources financières et les procédures de gestion des marchés publics en collaboration avec l'ARMP. La formation s'est tenue du 10 au 12 mai et a réuni 31 participants (dont 3 femmes) issus des forces de défense et de sécurité (FDS), de la Commission de la Défense et de la Sécurité (CDS) de l'Assemblée nationale, de l'Inspection générale des services de sécurité (IGSS), de l'Inspection générale des armées et de la gendarmerie nationale (IGAGN), des OSC et des médias. L'objectif de cette activité était de renforcer les capacités des différents acteurs sur les mécanismes de passation des marchés publics des secteurs de la sécurité et de la défense. Il s'agissait également de contribuer à l'amélioration de la bonne gouvernance en renforçant les institutions de contrôle interne et externe pour qu'elles jouent pleinement leur rôle.

Appui à la Commission de la Défense et de la Sécurité (CDS) de l'Assemblée nationale dans la production d'un rapport diagnostic sur l'organisation du secret de la défense nationale



En octobre 2021, les députés de la Commission Défense et de la Sécurité (CDS) ont inscrit comme action prioritaire dans leur plan d'action quinquennal (2021-2025) l'établissement d'un rapport diagnostic sur le secret défense, qui doit comprendre des recommandations pour en améliorer les contours politique et législatif. Dans ce contexte, le DCAF a appuyé la Commission dans la conduite d'une série d'entretiens avec les acteurs clés du secteur de la défense, mais également les institutions de contrôle, de la société civile et des médias, en vue de la production d'un rapport à destination des députés. Les entretiens se sont déroulés du 10 au 19 mai et permettront d'établir un état des lieux sur les cadres politique et législatif relatif au secret de la défense nationale au Niger.

Le rapport, en cours d'élaboration, analysera également les systèmes de contrôle interne et externe existants et les mécanismes formels et informels d'accès à l'information administrative sur le secteur de la sécurité, par les institutions ayant un mandat de supervision.

Sahel/Régional

Session de restitution du Prix d'excellence Général Lamine Cissé - Dakar



Un an après l'hommage au général Cissé, le DCAF a participé à la session de restitution du prix d'excellence Général Lamine Cissé organisé par Partners West Africa – Sénégal, le 14 mai 2022.

Pour le compte du DCAF, le Dr. Oswald Padonou y a présenté « Les défis de la réforme de la sécurité et de la justice en Afrique de l'ouest et au Sahel ». Il a mis en évidence le rôle de la réserve opérationnelle et de la justice communautaire comme réponses au continuum sécurité – justice en Afrique de l'Ouest.

Cette introduction a précédé la présentation de Fola Aina, lauréat du « Prix du jeune chercheur du DCAF pour la bonne gouvernance et l'intégrité dans la réforme du secteur de la justice et de la sécurité ». Ses recherches interrogent la gouvernance des espaces non gouvernés grâce à la police non étatique, en particulier le recalibrage du vigilantisme au service de la paix et de la sécurité dans le nord-ouest du Nigeria.

Pour revoir la session: [Partie 1](#) et [Partie 2](#)

[Atelier de présentation du module de formation e-learning sur la gouvernance/reforme du secteur de la sécurité au Burkina Faso, au Mali et au Niger](#)



Le DCAF a conduit trois ateliers, le 9 mai à Ouagadougou, le 18 mai à Niamey et le 23 mai à Bamako, pour présenter son nouveau module de formation E-Learning sur la Gouvernance/ Réforme du Secteur de la Sécurité à Bamako, Niamey et Ouagadougou. Ils ont rassemblé les points focaux des principales institutions nationales partenaires du DCAF (représentants des ministères concernés, de l'Assemblée nationale, des institutions de contrôle interne et externe, et des organisations de la société civile) au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Ces ateliers ont permis de recueillir leurs réactions, leurs contributions et leurs recommandations sur ce nouveau module de formation afin de contribuer à l'amélioration de son contenu et de son format, de favoriser son appropriation par les différentes parties prenantes et ainsi de faciliter son animation et sa diffusion.



Copyright © * | 2022 | DCAF | *, All rights reserved.

Want to change how you receive these emails?
You can [update your preferences](#) or [unsubscribe from this list](#).